

L'union comme jamais pour le Département

BAZAS Comme un seul homme, les leaders de la droite et du centre sont venus soutenir Yves d'Amécourt et Gironde Positive

Départementales

Mars 2015

CATHERINE DOWMONT
c.dowmont@sudouest.fr

L'homme politique préféré des Français, comme l'a rappelé, à l'envi, le chauffeur de salle, hier à Bazas, utilise-t-il la Gironde comme laboratoire pour mettre en place sa grande idée du rassemblement droite-centre ? Alain Juppé, l'intéressé, ne s'en cache pas. Il s'en félicite même. Et il dit sa satisfaction d'avoir réuni, sous la bannière « Gironde Positive » l'UMP, bien sûr, mais aussi le Mouvement démocrate, l'UDI et le CPNT.

Capitale de la ruralité

Hier soir, cette famille, au premier rang de laquelle on retrouvait Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, Jean Lassalle, vice président du Modem, Frédéric Nihous, président de CPNT et bien sûr Alain Juppé, s'est rassemblée à Bazas, le deuxième évêché de Gironde, capitale de la ruralité. Cette famille, et ses centaines de membres et de sympathisants, s'est réunie pour soutenir, porter, encourager, les 33 tandems et leur chef Yves d'Amécourt qu'ils espèrent tout prêt à ravir la Gironde à la gauche.

« La Madrellie socialiste a vitrifié la Gironde », dénôça, en premier, Frédéric Nihous. « Nous avons une occasion unique de remporter ce département. Parce que Gironde Positive, c'est tout le contraire des socialistes girondins. Reprenez en mains votre destin départemental et mettons, tous ensemble, une grosse claquette aux socialistes ! »

Avec Jean Lassalle, on pouvait s'attendre à des histoires d'hommes, des émotions. Ça n'a pas manqué. Yves d'Amécourt est, un jour, allé soutenir le vice président du Modem lors d'un meeting tenu à Saint-Jean-Pied-de-Port. « Il y avait deux Basques



Tous sont à Bazas pour soutenir Yves d'Amécourt. PHOTO C. DOWMONT

et cinq Girondins ce soir-là. Avec certains, il suffit de croiser leur regard et vous savez que vous serez amis. C'est le cas avec Yves... »

Et de raconter ces « Fêtes de Sauverterre qui, si vous ne les avez pas faites, vous n'avez rien fait ». « J'ai eu le pressentiment, très tôt, qu'Yves d'Amécourt allait devenir notre premier président du Conseil général. »

« Un département réconcilié »

Jean-Christophe Lagarde a placé son discours sur un autre registre. Celui de ces élections départementales, « que le gouvernement, le Parti socialiste, le chef de l'État font tout pour rendre compliquées. En plus, on demande aux Français de voter aveuglément sans savoir quels moyens financiers, quelles compétences iront au Département ». Et de dénoncer le brouillard voulu par le PS qui entoure cette élection.

« Or, c'est votre vie quotidienne dont vont traiter vos 66 élus. La vie quotidienne de nos parents, de nos enfants. Le danger, c'est le renoncement. »

Au maire de Sauverterre-de-Guyenne, au chef de file de la droite en Gironde, de prendre le micro pour saluer cette union (entre les Girondins de Bordeaux et les Girondins de Gironde. Grâce à cette union, Alain Juppé est redevenu président de Bordeaux Métropole. Nous devons avoir une liste unique aux régionales pour faire descendre Alain Rousset de son piédestal. Vouloir séparer la métropole du reste de la Gironde c'est une erreur que le Partisocialiste paye. Nous, nous avons un programme, un président, une équipe, un projet. »

Alain Juppé en est sûr « avec un leader comme Yves d'Amécourt, la victoire est à notre portée... » Et le maire de Bordeaux de faire sien le slogan Girondins de Bordeaux, Girondins de Gironde.

S'il évoqua la situation générale du pays, il s'est attaché surtout au projet départemental. « Nous voulons un département réconcilié. Tout le monde a intérêt à ce que Bordeaux soit la deuxième métropole la plus attractive du pays après Paris... »



Les employés de Céciphone manifestaient devant l'Unadev, pour « dénoncer les agissements de la direction ». PHOTO T. BAUDENAILLE

Des salariés handicapés dénoncent des pressions

BORDEAUX Une partie du personnel de Céciphone, créée par l'Unadev, a manifesté hier

La scène d'hier devrait se répéter aujourd'hui. Un groupe de manifestants devant l'Unadev (Union nationale des aveugles et déficients visuels). Il s'agit des employés de Céciphone. Marjorie Buron porte parole des salariés explique : « Nous avons fait une première manifestation au mois de juillet pour dénoncer les agissements de la direction. Une lettre a été adressée au Conseil d'administration de l'Unadev car Céciphone contact a été créé par l'Unadev. Rien n'a changé, des salariés sont en arrêt maladie, sous antidépresseurs. Ça ne peut plus continuer. »

Les salariés évoquent du harcèlement, de menaces de licenciements. « Il n'y a pas de respect, regrette la porte-parole. Ils profitent du handicap et de la fragilité de ces gens-là ! »

Michel Le Besnerais explique : « Je suis soi-disant un élément perturbateur. Moralement j'ai craqué. Je suis téléopérateur avec un poste adapté. On en a ras-le-bol, on veut être davantage respectés. » Catherine Richard explique pour sa part, « Lorsque l'on se plaint, on nous convoque pour nous expliquer que l'on ne doit pas se plaindre car sans l'entreprise on ne travaillerait pas ailleurs. Dès que l'on veut faire valoir nos

droits de travailleurs handicapés, on a des problèmes. »

« Épiphénomène »

Jean-Michel Campagne, le directeur de la structure estime : « C'est un épiphénomène. C'est infondé. Ce sont des discussions, c'est la vie de l'entreprise. On tient compte de la sensibilité de tous et il n'y a aucune pression de notre part. Il y a des choses qui peuvent être dites dans un certain contexte. Des relations peuvent amener à des remarques déplacées ou mal placées. On doit aussi rentrer dans un cadre professionnel où il faut satisfaire aux règles de vie. Si il y a eu des mots jugés dévalorisants, je le regrette. »

Il poursuit : « Je réfute complètement les accusations. Vouloir mettre une pression sur nos salariés handicapés serait totalement contre-productif. Ces gens qui sont dans la révolte créent un climat clivant dans l'entreprise. Il est difficile pour moi d'essayer de pacifier les choses. Nous sommes face à des problèmes de personnes, ponctuels entre les salariés. Il n'y a pas de harcèlement, ni d'insultes. Une note dans l'entreprise interdit de proférer des insultes. Ça ne tient pas debout. Il peut toujours y avoir des échanges, mais je conteste ces accusations. »

ABONNEMENT

Abonnez-vous 6 mois à Sud Ouest et recevez
Votre COLIS GOURMAND !

Pour en profiter, c'est très simple !

Complétez et retournez ce bulletin avec **vos règlements par chèque de 210,60 €** (à l'ordre de Sud Ouest) à SUD OUEST, Service Développement des abonnés, 23, quai de Queyries, CS 20001, 33094 Bordeaux Cedex.

Je soussigné

souhaite m'abonner pour 6 mois au journal Sud Ouest,

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____

Adresse mail _____

Date et signature _____

Votre colis gourmand vous parviendra 4 semaines environ après votre premier journal servi en abonnement.

Sud Ouest et ses magazines

Accès numérique à l'Édition Abonnés sur le web, tablette et mobile*

CADEAU !
valeur 75€60*

Détail de l'offre : 6 mois d'abonnement 7/7 + le colis pour 210,60 € au lieu de 285,60 € soit une réduction de 26,3 % (prix abonnement : 210,60 € + prix du colis : 75,60 €). Possibilité d'achat séparé. Offre valable pour tout nouvel abonné (nouveau nom et nouvelle adresse) ou non abonné à Sud Ouest depuis 6 mois. Mise en service sous trois semaines au plus tard après date de réception de votre demande soit par portage à domicile situé dans une zone ou une habitation accessible à notre porteur, sinon il sera servi par La Poste. Conformément à la loi "Informatique et Liberté" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant. Conditions générales de vente disponibles sur sudouest.fr